

Un mandat écourté qui ne résout pas le fond du problème

Une entreprise publique peut-elle être à la fois performante, compétitive, assurer des missions de service public, répondre aux contraintes de la libéralisation du marché européen, aux incertitudes juridiques liées à la taxation, aux injonctions politiques instables et probabilistes, vendre sa production en dessous de ses coûts complets à ses concurrents et continuer une trajectoire industrielle de long terme?

Quel que soit le capitaine du navire, ce dernier aura fort à faire pour concilier les intérêts privés et publics, avec l'objectif ultime de produire du kWh à bas coût, afin de contribuer à la relance de l'industrie du pays. Il ne devra, a priori, pas non plus s'opposer à son principal actionnaire : l'État, tout en assumant les erreurs industrielles et politiques du passé.

Pour FO, l'éviction de Luc RÉMONT constitue un très mauvais signal.

EDF ne peut pas être à la fois la « vache à lait » de l'État et assumer seule la transition énergétique du pays. L'électricité est un bien de consommation essentiel à préserver pour l'ensemble des citoyens, du tissu productif et industriel de la France.

Pour FO, ce n'est pas une réforme d'EDF qui est nécessaire, mais des contreparties raisonnables chaque fois que l'entreprise doit initier les changements liés à la transition énergétique. Nous mettons ainsi en garde contre tout projet de démantèlement du groupe à l'avenir, car sa performance repose sur son caractère intégré.

Pour embarquer les salariés dans un futur projet d'entreprise, le nouveau PDG devra également construire un récit cohérent face à un état qui, à l'heure actuelle, peine à concilier mission de service public, impératifs de rentabilité et accélération de la Transition Écologique. Il pourra compter sur FO Énergie pour l'y aider.

